

JAB
CH-8031 Zurich
P.P. / Journal

changements d'adresse:
GSsA, CP 1515, 8031 Zurich
gssa@gssa.ch

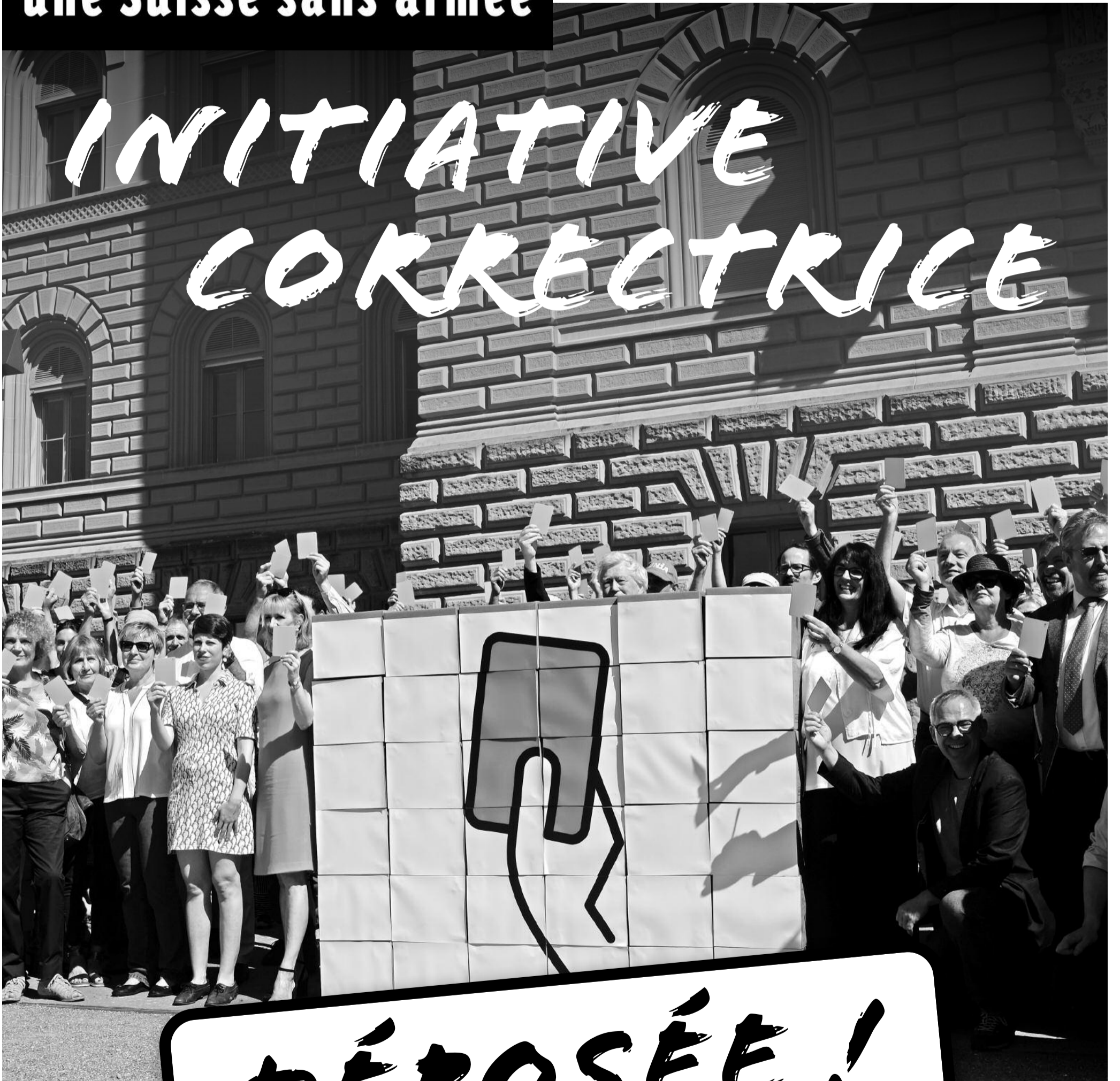
GSsA

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

GSsA Journal N° 120 Septembre 2019

une Suisse sans armée

**INITIATIVE
CORRECTRICE**



DÉPOSÉE !

Édito

Chères lectrices, Chers lecteurs,

Les jours deviennent de nouveau plus courts et la prochaine grève du climat aura bientôt lieu. Notons à ce propos que l'armée émet une quantité importante de CO2 (p. 3), et c'est particulièrement le cas pour les nouveaux avions de chasse (p. 6) que Viola Amherd, nouvelle ministre de la défense, veut acheter. Aux avions viennent s'ajouter tout un tas d'autres choses (p. 5) – le tout pour 15 milliards de francs, soit dit en passant – et au détriment du service civil (p. 6). Cela ne semble cependant pas rendre l'école de recrues plus attractive, car de plus en plus de soldats désespérés font appel au GSsA (p. 6).

Mais rien ne change : le Conseil fédéral et le SECO restent fidèles à l'armée et aux fabricants d'armes. Le message du Conseil fédéral au sujet de l'Initiative contre le commerce de guerre (p. 4) et les nouveaux chiffres des exportations de matériel de guerre suisse (p. 7) en témoignent. Malgré le succès fulgurant de l'Initiative correctrice (p. 4), déposée après six mois seulement, la situation ne change pas et la Suisse continue d'exporter des munitions d'une valeur de 13 millions au Pakistan, pour ne nommer qu'un seul exemple. Seul message positif du côté de la Confédération : le DFAE a mis les bâtons dans les roues à l'entreprise Pilatus. (p. 7)

Il est donc très important que nous nous rappelions de nos succès : pensons à Atalante (p. 7) et à l'initiative en faveur de l'abolition de l'armée (p. 3) à la fin de la guerre froide (p. 2). Mais les fanatiques de l'armée sont également pris de nostalgie : notre secrétaire et comptable de longue date, qui nous quittera malheureusement bientôt (p. 8), s'est rendu à « Convoy to Remember », un show de véhicules militaires historiques, et y a vu beaucoup de choses curieuses (p. 5). Il est donc important que nous restions bien informés et en réseau, au niveau national et international (p. 2) et que nous allions voter le 20 octobre !

Nous vous souhaitons à toutes et tous (et à nous aussi) un parlement plus responsable et de belles journées d'automne,

Judith Schmid et toute l'équipe de rédaction

EXPOSITION

Voyage dans l'histoire

Une exposition au musée Burg à Zoug commémore la fin de la guerre froide. Le GSsA y fait une apparition, de deux façons différentes. Par Magdalena Küng

Encore aujourd'hui, les représentations hostiles de l'Autre dans la politique internationale sont influencées par la guerre froide. Depuis la chute du mur de Berlin, les choses ont toutefois beaucoup changé et l'année 1989 est devenue synonyme d'ébranlements politiques. Pour célébrer le trentenaire de la fin de la guerre froide, le musée Burg à Zoug organise une exposition temporaire. Celle-ci vaut la peine d'être visitée, car elle permet non seulement de rafraîchir ses connaissances historiques sur cette époque, mais également de mieux comprendre les dynamiques de ce temps et le mouvement pacifiste qui en est né.

Au mois d'août, le GSsA est allé au musée – et a vu qu'il faisait partie de l'exposition. En effet, la première initiative du GSsA du 26 novembre 1989 en faveur de l'abolition de l'armée fait également partie de l'exposition. Cette initiative avait bénéficié d'une approbation étonnamment grande et a durablement affaibli le caractère militariste de la définition de soi de la Suisse.

Conçue de façon claire et accessible, cette exposition permet de réfléchir à des questions qui préoccupent le GSsA encore aujourd'hui : comment peut-on garantir la paix durablement ? Quelles conséquences les conflits ont-ils pour la société ? Et comment peut-on combattre les dynamiques de pouvoir et les envies de guerre dangereuses ? Le mouvement pacifiste, mais aussi et surtout le monde politique devraient enfin se confronter à ces questions.

Le GSsA devant la paroi dédiée au GSsA dans l'exposition « Ernstfall! » à Zoug. (Photo : GSsA)



SECRETARIAT DE BERNE

Inauguration du secrétariat de Berne

En début d'année, le secrétariat du GSsA de Berne quittait la maisonnette de la Neubrücke qui a abrité ses activités durant plusieurs décennies, pour investir un nouveau local. Quelques mois après l'emménagement, ce lieu restait encore à inaugurer. Depuis peu, voilà qui est fait ! Par Nicolas Félix

C'est toujours en compagnie de la Grünen Bündnis Bern et de la Junge Alternative!, que les secrétaires bernois-e-s du GSsA ont pris leurs quartiers dans de lumineux nouveaux locaux à la Breitenrainstrasse 59. Après plusieurs mois d'installation, il restait encore à inaugurer officiellement ce lieu. Le 24 août dernier, nous avons ainsi mis les petits plats dans les grands en transformant la traditionnelle pendaïson de crémaillère une fête ouverte à tout le quartier.

Une soirée animée et conviviale

L'espace d'une soirée, membres et sympathisant-e-s de nos trois organisations, ainsi que des habitant-e-s du quartier ont pris possession de la place sur laquelle donne le nouveau secrétariat. Un stand de restauration, un bar, une scène et de nombreuses activités avaient été prévues pour accueillir nos invité-e-s. Dès 18:00, plusieurs prises de parole ont eu lieu, entrecoupées par des intermèdes en chanson proposés par Pauline. Dès le crépuscule, les Heizöfel!i ont pris les commandes d'une soirée poursuivie en musique jusqu'à tard dans la nuit. Un grand merci aux membres de la Junge Alternative! pour leur grand investissement dans la préparation de cette fête ! Nous nous réjouissons de vous accueillir dans nos nouveaux locaux !



Ambiance conviviale durant la fête (Photo : GSsA)

GROUPES RÉGIONAUX

De nouvelles rencontres thématiques

Le groupe régional de Zurich organise depuis le début de l'année des réunions thématiques qui rencontrent un succès grandissant. Forts de ce constat, les groupes régionaux de Bâle et de Berne en feront de même dès le prochain semestre. Par Nicolas Félix

Depuis quelques mois, le groupe régional de Zurich organise des réunions thématiques. Chaque mois, un nouveau thème fait l'objet d'une brève introduction proposée par un-e invité-e ou un-e participant-e avant d'être approfondi dans le cadre d'une discussion. Cette nouvelle formule a porté ses fruits et les groupes régionaux de Bâle et de Berne décident d'en faire de même en organisant des réunions portant tant sur des projets du GSsA que sur des thématiques de fond.

Au programme ces prochains mois

Ainsi, lors du semestre prochain, rendez-vous à Bâle pour discuter de l'activisme en tant que forme d'engagement politique. Rejoignez-nous à Berne afin d'évoquer, en marge de l'anniversaire de l'initiative sur l'abolition de l'Armée, l'influence que peut exercer une initiative populaire, même lorsqu'elle est rejetée. Retrouvez le groupe régional de Zurich pour aborder le mystérieux sujet de la Cyber-War. Les informations détaillées sont accessibles sous <https://www.gsoa.ch/event/> N'hésitez pas à nous rejoindre lors de ces événements et faire part de vos propositions de nouvelles thématiques à approfondir ensemble ! Les groupes régionaux sont aussi présents en Suisse romande, à Lausanne, Genève et en Valais. Retrouvez leurs coordonnées ici : <https://www.gssa.ch/regionalgruppen/>

CRISE CLIMATIQUE

La plus grande menace

Un article qui commence par un appel pathétique à notre responsabilité, qui rappelle ensuite à quel point la menace de la crise climatique est grave et qui se termine par la consternation dans laquelle est plongé l'auteur par la politique de sécurité suisse en général et les émissions de CO₂ de l'armée en particulier.

Par Andreas Weibel

Il existe environ 250 milliards d'étoiles dans notre galaxie. Des planètes semblables à la terre tournent autour d'une grande partie d'entre elles. Des formes de vie complexes auraient pu apparaître dans un nombre incalculable d'endroits, or, d'après ce que nous savons aujourd'hui, notre planète semble être la seule sur laquelle cela s'est produit, il y a 3,5 milliards d'années. Depuis lors, environ 50 milliards d'espèces se sont développées. Une seule d'entre elles, l'être humain, a réussi à créer une civilisation technologiquement avancée. Et enfin, depuis quelques décennies seulement, nous sommes en mesure d'influer sur l'avenir de notre planète. Bref: le fait que nous existions et que nous vivions précisément maintenant est le fruit d'un énorme hasard. Ce hasard va de pair avec une responsabilité immense: nous déterminons l'avenir de la vie sur Terre, mais également dans notre galaxie tout entière.

La menace

Lorsque l'on parle de la crise climatique, il est souvent question du seuil limite de 2°C. Cela signifie que le réchauffement de l'atmosphère terrestre occasionné par l'humain ne devrait pas excéder, en moyenne, 2°C par rapport à l'époque préindustrielle. Il existe toutefois un aspect que les hommes et les femmes politiques osent à peine mentionner: que se passerait-il si nous dépassions ce seuil limite? Le système climatique terrestre possède un certain nombre de points de non-retour. Si certains seuils limite de température sont dépassés,

des processus qui ne peuvent que difficilement être arrêtés se mettent en marche et se consolident eux-mêmes. En voici quelques exemples: le dégel du permafrost en Arctique et la libération de quantités immenses de CO₂ qui en résulte; la fonte des calottes glaciaires, qui a pour conséquence que moins de chaleur solaire est reflétée vers l'espace; ou le dégagement d'hydrate de méthane, un gaz extrêmement nocif pour l'environnement, qui est aujourd'hui stocké naturellement dans les profondeurs océaniques. Les conséquences seraient une augmentation sans précédent de la température, un climat hostile à la vie humaine et celle de la plupart des autres espèces. Les scénarios possibles pourraient être ceux de mauvais films fantastiques. Il n'est pas exclu que toute l'eau de mer s'évapore en l'espace de quelques centaines d'années.

Entre-temps, nous avons déjà dépassé plus de la moitié de la limite des deux degrés. Nous portons une énorme responsabilité et nous sommes sur le point de tout détruire.

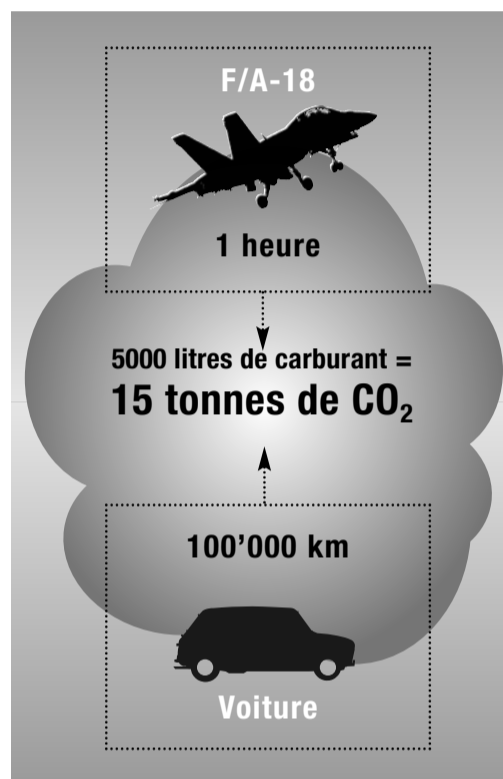
Le rôle des armées

La fonction de la politique de sécurité et de toute armée est de protéger la population et de prévenir les menaces. Face à l'énorme menace que représente la crise climatique, nous devrions pouvoir partir du principe que l'armée utilise toutes les ressources mobilisables pour prévenir cette menace. Or, c'est tout le contraire.

Chaque année, l'armée suisse produit environ 240'000 tonnes de CO₂. C'est à peu près la même quantité de dioxyde de carbone que celle émise par toutes les voitures de la ville de Zürich, soit environ 0,5 % des émissions totales de gaz à effet de serre de la Suisse. Environ la moitié des émissions de CO₂ de l'armée proviennent des avions de chasse. Un F/A-18 consomme environ 5000 litres de carburant par heure de vol et produit environ 15 tonnes de CO₂ pendant cette période. Cela corres-

pond à deux voyages et demi en voiture autour de l'équateur. Certains des avions de chasse qui pourraient potentiellement succéder aux F/A-18 consomment beaucoup plus de carburant que ces derniers.

La situation est la même dans d'autres pays. Les forces armées américaines sont le plus grand consommateur institutionnel d'hydrocarbures au monde. Elles émettent à peu près autant de CO₂ que le Portugal ou le Pérou et, en 2017, ont dépensé 8,7 milliards de dollars pour du carburant.



L'échec de la politique de sécurité

Les émissions directes de l'armée sont certes un problème majeur, mais le problème fondamental, cependant, est différent. L'humanité est capable de performances collectives incroyables, surtout dans les situations de crise. Nous tenons pour acquis que, dans le cas d'un conflit militaire classique, toutes les ressources d'une société sont mobilisées dans un but commun. Cela vaut non seulement pour la production industrielle et l'engagement de vies humaines, mais aussi pour la science et la recherche.

Bien que nous soyons face à une crise majeure, une menace d'envergure mondiale, il y a encore de l'espoir. Toutefois, nous devons mobiliser toutes les ressources humaines à disposition afin d'éviter la catastrophe climatique. Nous aurions besoin d'un nouveau programme Apollo pour le climat, d'un Plan Marshall pour le climat, d'un Projet Manhattan pour le climat. Nous aurions besoin d'hommes et de femmes politiques qui font comprendre aux gens que nous devons fixer des priorités et nous limiter si nous voulons sauver notre avenir.

Au lieu de cela, nous achetons de nouveaux avions de combat, et les grandes puissances lancent une course aux armements d'un milliard de dollars pour les armes hypersoniques. Toutefois, l'aveuglement autodestructeur des militaires, des responsables de la politique de sécurité et des majorités de droite sur les questions climatiques ne doit pas nous pétrifier. Il devrait plutôt nous inciter à briser ces majorités, afin que nous puissions enfin, en tant que société, assumer nos responsabilités.

CÉLÉBRATION

30 ans d'antimilitarisme, ça se fête.

Le 26 novembre 1989, plus de 35% de la population suisse votait pour la suppression de l'armée. Déposée par le GSsA, l'initiative « pour une Suisse sans armée et pour une politique globale de paix » récoltait même une majorité de scrutins favorables dans les cantons de Genève et du Jura. Ce score plus qu'honorable fut un véritable tremblement de terre pour l'armée suisse et le point de départ d'une lutte sans relâche contre le militarisme. 30 ans après, le GSsA vous invite à une soirée en novembre pour réfléchir à la suite et fêter ensemble cet anniversaire.

Par Jean Burgermeister

Le très bon résultat de l'initiative du GSsA « pour une Suisse sans armée et pour une politique globale de paix » fut une grande surprise pour beaucoup et un choc pour les dirigeants militaires et politiques. Ce fut une première brèche dans une institution alors toute-puissante qui n'avait jamais été remise en question aussi frontalement. Les conséquences de ce résultat se sont déployées sur plusieurs années. Le rôle de l'armée dans la société suisse a été considérablement réduit. Le vote a sans aucun doute engendré les conditions permettant, moins de dix ans plus tard, l'introduction du service civil comme alternative au service militaire.

L'antimilitarisme en 2019

Trente ans après le vote de novembre 1989, il est donc important de se pencher sur cet événement. Le GSsA organise une soirée en novembre 2019 (la date précise est encore à définir). Des images et vidéos d'archives seront exposées. La soirée sera également l'occasion d'une table ronde avec les mouvements sociaux actuels afin de débattre et réfléchir aux convergences, notamment avec la grève climat ou la grève des femmes*. Les discussions laisseront ensuite place à une ambiance plus festive autour d'un verre.

La lutte continue

Par ailleurs, deux soirées de formations – ouvertes à toutes et tous – seront organisées par le groupe genevois du GSsA: la première se penchera sur la situation avant le vote de 1989, la seconde fera le bilan des années qui l'ont suivi. Ce sera l'occasion de réfléchir aux perspectives de la lutte antimilitariste, aux continuités et discontinuités de notre engagement en lien avec les bouleversements du contexte politique. Nous nous réjouissons de vous accueillir à ces événements qui seront une bonne occasion de se réunir dans un contexte convivial. 30 ans après 1989, le GSsA est toujours aussi déterminé et nous nous réjouissons de partager cela avec vous!

ENAAT

GSsA International

(aw) Ce n'est pas seulement l'industrie de l'armement qui est globale, l'opposition contre ceux qui profitent des guerres l'est également. Le GSsA œuvre également en dehors de la Suisse pour un monde plus pacifique et civilisé. En tant que membre de l'European Network Against Arms Trade (ENAAT), il s'engage sur le plan international contre le militarisme et le commerce de guerre.

Début juin, des militant-e-s issu-e-s d'une douzaine de pays se sont retrouvés à Barcelone pour une réunion de l'ENAAT. Nous avons parlé de la façon dont les différents pays règlent les exportations d'armes vers l'Arabie saoudite compte tenu de la guerre au Yémen, et des points de désaccord. Au cours des derniers mois et surtout après le meurtre de Jamal Khashoggi, différents États ont interdit ces exportations, notamment la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, le Danemark, l'Allemagne, la Finlande, la Norvège et la Flandre (étonnamment, en Belgique, ce sont les autorités régionales et non le gouvernement central qui sont responsables d'édicter les lois sur le matériel de guerre). Tandis que, dans la plupart des pays, l'embargo a été décidé par le gouvernement ou le parlement, c'est une décision judiciaire, interdisant depuis peu la livraison d'armes au gouvernement saoudien, qui en est à l'origine en Grande-Bretagne.

En Suisse, la façon dont sont réglées les exportations d'armes vers l'Arabie saoudite peut être qualifiée, au mieux, d'incohérente (voir page 7 de ce journal). Les progrès que l'on observe dans d'autres pays nous motivent davantage à lutter pour une pratique d'exportation sensée ici en Suisse.

INITIATIVE CORRECTRICE

Ne nous reposons pas sur nos acquis !

Le 24 juin, une foule bigarrée de 200 personnes s'est rassemblée sur la terrasse devant le Palais fédéral dans une chaleur accablante. L'atmosphère était détendue, et ce pour de bonnes raisons : six mois après son lancement, nous avons déposé l'Initiative correctrice auprès de la Chancellerie fédérale avec plus de 130'000 signatures. Par Ronja Jansen

La diversité caractérisant la foule réunie ce matin-là sur le coup des dix heures, illustre bien la courte phase de collecte de l'initiative. Les personnes présentes étaient des militantes expérimentées du GSsA, des politiciennes mais aussi d'innombrables personnes qui ne s'étaient jamais engagées pour une cause politique auparavant. Ces derniers mois, nous



Lewin Lempert, secrétaire du GSsA, lors du dépôt de l'Initiative correctrice. (Photo : GSsA)

avons reçu des messages de Suisses de l'étranger nous indiquant que c'était la première initiative pour laquelle ils donnaient leur signature, ainsi que des colis contenant des listes de signatures envoyées par des bénévoles ayant organisé eux-mêmes des actions de récolte à Glaris, Windisch ou Pontresina.

Certains d'entre eux se trouvaient sur la Place fédérale le 24 juin. Nous avons pris des photos-souvenirs et échangé nos expériences de collecte. Des membres de la coprésidence du comité d'initiative ont souligné dans leurs discours l'importance et l'urgence de l'initiative correctrice. Lewin Lempert, secrétaire du GSsA, a également adressé quelques mots aux personnes présentes et a souligné l'impressionnante dynamique à laquelle l'Initiative contre les exportations d'armes dans des pays en proie à la guerre civile a donné lieu au cours des derniers mois. L'engagement incroyablement de la société civile a permis une récolte extrêmement rapide. Au cours des quatre dernières années, aucune initiative n'a pu être déposée aussi vite avec un nombre aussi élevé de signatures.

L'initiative correctrice est parvenue à mobiliser des gens qui se situent bien en dehors des soutiens habituels des initiatives de gauche et a porté la problématique au cœur du débat public. Avec sa décision d'autoriser les exportations d'armes vers des pays en guerre civile, le Conseil fédéral a franchi une ligne rouge pour de nombreuses personnes. Car l'équation est très simple : plus d'exportations d'armes signifie plus de conflits armés et plus de personnes forcées de fuir leur pays d'origine.

Pour plus de participation démocratique

Aux yeux du GSsA, il reste évident que toutes les exportations d'armes, quelle que soit leur nature, doivent être interdites. Avec cette initiative, nous n'avons pas encore atteint cet objectif, mais nous faisons un pas important dans la bonne direction. Cette initiative ne contribue pas seulement à une réglementation plus stricte de ces dangereuses exportations, elle renforce également la participation démocratique de la population.

Aujourd'hui, le Conseil fédéral est seul responsable de la mise en œuvre de l'Ordonnance sur le matériel de guerre. Le but de l'Initiative de rectification est de faire en sorte que les règles relatives à l'exportation de matériel de guerre soient dorénavant établies par le Parlement. Cela signifie également qu'à

l'avenir, la population aura la possibilité d'intervenir contre des décisions scandaleuses, telles que l'assouplissement des règles d'exportation, au moyen d'un référendum. L'engagement massif de la société civile en faveur de cette initiative a clairement démontré la nécessité pour la population d'obtenir davantage de participation démocratique sur ce sujet.

Mais un prochain défi – celui de la votation – nous attend. Afin que l'Initiative correctrice soit finalement acceptée, ne nous reposons pas sur nos lauriers. Car nos adversaires sont puissants et l'industrie de l'armement fera tout ce qui est en son pouvoir pour défendre ses profits. Le GSsA est déjà impliqué dans la préparation de la suite du projet. Ensemble, nous veillerons à ce que les exportations d'armes soient acheminées enfin où elles le doivent : non dans les pays en guerre civile, mais dans les annales de l'histoire.



130'000 signatures stockées dans des boîtes en carton ont été remises à la Chancellerie fédérale. (Photo : GSsA)

FINANCEMENT DE MATERIEL DE GUERRE

L'économie d'abord. Les vies humaines, on verra...

Mi-juin, le Conseil fédéral a publié son message au sujet de l'initiative contre le commerce de guerre. Il invite le Parlement et la population à rejeter l'initiative, sans même lui opposer un contre-projet. Sa justification ? L'initiative serait inutile et nuisible pour l'économie. Cette décision intervient alors que les investissements des banques suisses dans les entreprises productrices d'armements nucléaires atteignent des sommets.

Par Thomas Bruchez

Lancée en avril 2017, l'initiative contre le commerce de guerre vise à interdire à la BNS, aux caisses de pension et aux fondations d'investir dans des entreprises productrices de matériel de guerre. Elle exige également que la Confédération s'engage sur le plan national et international pour la mise en place d'une interdiction similaire pour les banques et les assurances. L'initiative a connu un grand succès et a été déposée en juin 2018.

Un impact avant même le vote final

Dans son message, le Conseil fédéral affirme

que l'initiative est inutile car elle ne contribue ni à un monde plus pacifique ni à réduire les déplacements forcés – deux objectifs de l'initiative – car elle n'aurait aucun impact sur l'offre et la demande mondiale. En argumentant ainsi, le Conseil fédéral ignore totalement les dynamiques de désinvestissement, qui visent à priver certaines entreprises d'une part toujours grandissante de leur capital. De plus, il affirme qu'il n'y pas de volonté au sein des instances internationales de prendre des mesures allant dans le même sens alors même qu'il existe des principes pour un investissement responsable (PRI) soutenus par l'ONU et qu'il y a une volonté explicite de désarmement et de bannissement de certaines armes par le biais de traités tels que le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (que la Suisse n'a pas signé et auquel elle refuse pour l'instant d'adhérer). Enfin, il ne faut pas oublier que l'initiative a d'ores et déjà eu un impact puisque, depuis son lancement, les caisses de pension de Bâle-Ville, de la ville de Lucerne ou encore Publica ont exclu les investissements dans les armements internationalement proscrits. La qualifier d'inutile est donc totalement inadéquat.

L'argument magique : nuisible pour l'économie

Comme souvent lorsqu'il s'agit de discréditer une initiative progressiste, le Conseil fédéral recourt à l'argument économique. Selon lui, l'interdiction exigée entraînerait des frais de gestion démesurés pour les caisses de pension, les empêcherait de diversifier leurs investissements et impacterait durement l'industrie des équipements électriques et des métaux (MEM). En réalité, il existe de nombreux fonds de placements bien diversifiés qui excluent les producteurs de matériel de guerre et qui sont tout aussi performants, voire plus performants que les fonds classiques, tout comme il existe plusieurs associations et institutions capables de faire toutes les analyses nécessaires à la bonne application de l'initiative. L'argument concernant l'industrie MEM est quant à lui à la limite du fallacieux, puisque le Conseil fédéral n'avance strictement aucun chiffre sur la part des entreprises actives dans la branche qui seraient impactées. Soit dit en passant, il s'agit aussi de se défaire d'un mythe : ce qui est bon pour l'économie n'est pas forcément dans l'intérêt de la majo-

rité de la population, et inversement. Ici, l'intérêt de la population est de pouvoir décider de ce qu'il advient de son argent et de pouvoir faire le choix de ne plus investir dans des entreprises qui engendrent mort et misère dans le monde. Qu'importe finalement si cela plaît au monde de l'économie...

Une tendance effrayante à contrer

Lorsque la décision de lancer l'initiative a été prise, au printemps 2016, 6,1 milliards de francs étaient investis par les banques suisses dans des producteurs d'armements nucléaires. En janvier 2019, le chiffre plafonnait à 9,1 milliards, dont 5,1 milliards pour UBS seule, le podium étant complété par la BNS (2 mia) et Crédit Suisse (1,3 mia). Face à cette tendance effrayante, l'initiative contre le commerce de guerre est plus nécessaire que jamais ! Comme dans tous les domaines, il faut un précurseur. La Norvège a déjà fait un premier pas en excluant un certain nombre de producteurs d'armes de son fonds souverain. À la Suisse, qui ne cesse de mettre en avant sa neutralité et sa tradition de paix, de montrer l'exemple et faire le grand saut !

DDPS

Une explosion des coûts sous couvert de mesures progressistes

Viola Amherd surfe sur la vague du succès. Du côté bourgeois, on dit qu'elle « a débuté de manière phénoménale et qu'elle connaît déjà très bien ses dossiers ». Elle semble également avoir surpris la gauche de façon positive. Donc, tout va bien dans le meilleur des mondes ? Loin de là. Par Martin Parpan

Il est vrai que, à première vue, Viola Amherd confère un visage différent au DDPS, surtout si on la compare à Guy Parmelin, son prédécesseur quelque peu crispé et loin d'être charismatique. Des sondages révèlent que la population lui donne de bonnes « notes de sympathie ». Cela est certainement lié au fait qu'elle aborde des thématiques dont personne n'avait parlé au sein du DDPS auparavant, notamment la protection de l'environnement. Elle a même l'intention de faire de son département un leader vert, en installant des panneaux solaires sur les casernes ou en réduisant les émissions de CO2 grâce à des véhicules énergétiquement plus efficaces. Elle souhaite également faire avancer les choses en ce qui concerne la représentation féminine,

son but étant d'augmenter le pourcentage de femmes dans des positions dirigeantes et dans l'armée en général. Lorsqu'il est question d'acheter de nouveaux avions de combat, elle s'entoure de personnalités connues et appréciées de la population, par exemple Claude Nicollier. Ainsi, l'astrophysicien et ancien astronaute s'est fait auteur d'un rapport sur la « défense aérienne du futur ».

Plus, plus, toujours plus

Or, il existe également un autre côté, bien plus décisif, de la stratégie politique de Viola Amherd. En effet, le DDPS veut non seulement acquérir des avions de chasse inutilement chers, mais également, au cours des dix prochaines années, des systèmes d'armes pour les troupes au sol d'une valeur de 7 milliards, ce qui, avec les avions de chasse, fait augmenter le prix total de ces « cadeaux » à 15 milliards de francs. De plus, au cours des prochaines années, Viola Amherd veut accroître le budget de l'armée pour le porter à 6 milliards. La stratégie de la nouvelle Conseillère fédérale pour défendre cette explosion des coûts ne diffère pas de celle des an-

ciens chefs du DDPS. Elle répète inlassablement que l'armée doit être modernisée et que cela aurait dû être fait il y a longtemps déjà. On nous donne l'impression que l'armée est « sur le point de mourir », ce qui mettrait en danger la population. Bien entendu, ce sont des sornettes : la Suisse n'est pas menacée sur le plan militaire et la population se sent en sécurité. Une étude de l'EPFZ à ce sujet le confirme : lors d'un sondage représentatif, 95% des sondé-e-s disaient se sentir en sécurité en Suisse, de manière générale. Il semblerait donc que la population ne réponde pas à la stratégie de la peur du DDPS. De plus, Viola Amherd se contredit elle-même. Avec son idée d'un « DDPS vert », elle semble avoir reconnu que la véritable menace n'est pas militaire, mais écologique. Or, en mettant tout en œuvre pour obtenir « toujours plus d'armée », elle met également tout en œuvre pour émettre plus de CO2. Acheter autant de matériel et ne prévoir que des mesures d'efficacité énergétique ponctuelles ne sert pas à grand-chose et revient à procéder à du greenwashing. En ce qui concerne les femmes, il est évident que le DDPS s'intéres-

se surtout à elles parce que toujours moins d'hommes veulent faire le service militaire. Les femmes servent donc uniquement de bouche-trous.

Une politique hautement dangereuse

En fin de compte, la politique de Mme Amherd paraît « sympathique » au premier abord, mais se révèle être très dangereuse. En effet, elle associe une politique budgétaire débridée et des dépenses exorbitantes à des thèmes progressistes tels que le marketing écologique et une meilleure représentation féminine au sein de l'armée. Nous courons le risque que le véritable problème, c'est-à-dire l'expansion de l'armée, n'obtienne pas assez d'attention. L'objectif, pour les cercles pacifistes, doit donc être d'attirer l'attention sur ce qui se passe réellement au sein du DDPS, l'expliquer et lutter contre cette stratégie politique. Sinon, il se peut que la Suisse se réveille un jour et doive constater qu'elle dispose d'encore moins de moyens pour l'éducation, la protection de l'environnement et la santé, parce qu'ils ont été dévorés par la pieuvre qu'est l'armée.

«CONVOY TO REMEMBER»

Jouer à la guerre en Argovie

La huitième (et probablement dernière) édition de *Convoy to Remember* s'est tenue du 8 au 11 août à Birmensdorf dans le canton d'Argovie. Les organisateurs/-trices décrivent la manifestation comme « la plus grande rencontre de véhicules historiques militaires internationale de Suisse ». Nous y étions.

Par Michael Christen

Il pleut, ce jour-là, lorsque nous descendons du bus à Birmensdorf. Immédiatement, nous sommes saisi-e-s par l'odeur caractéristique d'huile et de diesel brûlés, et par le toussotement des vieux moteurs. On ne peut pas ne pas voir, ne pas entendre, ne pas sentir *Convoy to remember*. Selon le comité d'organisation, plus de 600 véhicules, 100 motos et 50 chars venus de toute l'Europe sont rassemblés pour cette manifestation. À cela s'ajoutent les 120 soldats et les 24 véhicules de l'Armée suisse. L'événement aurait attiré 20'000 personnes selon les organisateurs/-trices, un record. Sur les lieux, il se dit cependant qu'il n'y a jamais eu aussi peu de monde que cette année. Les nombreuses places de stationnement vides semblent confirmer cette impression. Pour accéder à *Convoy to remember*, nous zigzagons d'abord entre des véhicules militaires formant une lente colonne. Nous ne nous sentons pas vraiment à notre place, la plupart des gens autour de nous portent des tenues militaires de différents pays. Même des enfants sont vêtus de treillis complets. Pour celles et

ceux autour de nous, tout cela semble paraître ni plus ni moins normal. Au-dessus de nos têtes, un avion Stinson fait des allers-retours bruyants et exécute des pirouettes. Non loin de là, nous butons sur une longue file d'attente et nous interrogeons quant à la raison de cet attroupement. Tout s'éclaire lorsque nous constatons que les gens attendent de pouvoir monter dans un char afin de faire une virée sur une piste improvisée dans une petite carrière de gravier. Le sol mouillé et les véhicules très lourds rendent toute cette opération un peu « boueuse ». Nous décidons donc de continuer notre exploration.

Le Reenactor Camp, ou boire des bières en uniforme

Le *Reenactor Camp* constitue le prochain « temps fort » de notre visite. Un coup d'œil jeté aux alentours suffit à constater que participer à ce *Camp* consiste principalement à boire des bières en uniforme à côté de véhicules militaires. Des figurant-e-s incarnant des membres de la *Nationale Volksarmee* (Armée populaire nationale) de la RDA jouent à la guerre à côté de la *Bundeswehr* historique. « L'Association suisse des amis de l'armée » et la « Légion étrangère » se trouvent là aussi, en plein milieu. Les différentes scènes sont séparées les unes des autres par des cordons. Le tout fait penser à un musée dont les pièces d'exposition se seraient soudainement animées. Pour clore cette exploration, nous allons voir du côté des forces terrestres. Il semble que

l'Armée suisse a amené un véhicule de chaque type de ceux qu'elle possède à Birmensdorf. À côté d'un char de grenadier 2000 se trouve un char de combat Leopard et le canon automoteur M109. L'Armée en profite aussi pour présenter le nouveau char pontonnier Iguane ainsi que le système d'engagement des forces terrestres FIS-Heer. Il est curieux d'observer à quel point notre Armée semble fière de ce projet, alors que celui-ci constitue l'un des

grands désastres de ces dernières années, en matière d'acquisition de matériel militaire. Sur le chemin du retour, nous discutons de nos observations. Le but affiché des organisateurs/-trices de *Convoy to remember* était d'évoquer le souvenir de la guerre et de commémorer le débarquement en Normandie. Or, à nos yeux, ce but est loin d'être atteint. Cette manifestation nous a plutôt semblé relever d'une rencontre de fanatiques militaires idéalisant la guerre.

Jouer à la guerre et boire des bières à *Convoy to Remember*. (Photo : GSsA)



AVIONS DE COMBAT

Attention, l'avion de chasse de Trump arrive !

L'acquisition de nouveaux avions de chasse entre dans une phase intense. Avant les vacances d'été, le Conseil fédéral a présenté son message sur l'acquisition de nouveaux avions de luxe pour 6 milliards. Après le rejet du Gripen, il est clair que les avions de combat américains de Trump ont de bonnes chances dans la compétition qui entoure l'achat des nouveaux avions. Par Lewin Lempert

Sur le site Internet du DDPS, il est écrit noir sur blanc : « Référendum éventuel sur les nouveaux avions de combat le 27 septembre 2020 ». Le 26 juin 2019, peu avant les vacances d'été, le Conseil fédéral a publié son message concernant un arrêté de planification au sujet de l'acquisition de nouveaux avions de combat, pour laquelle il prévoit désormais une enveloppe financière de 6 milliards de francs. L'armée n'envisage pas de poursuivre le plan initial, qui était de lier l'achat de nouveaux avions de chasse à l'acquisition d'un nouveau système de défense sol-air (Bodluf). Toutefois, il manque quelque chose dans l'arrêté de planification : la transparence des coûts. Six milliards suffisent pour acheter de nouveaux avions de chasse. Mais cette somme astronomique ne suffit certainement pas pour faire fonctionner, entretenir et mettre à jour ces avions de combat. Au total, on peut s'at-

tendre à ce qu'au moins 18 milliards de francs soient dépensés pendant toute la durée de vie des avions de combat – si tant est que la population accepte de les acheter. Pour faire suite à la publication du message, un débat parlementaire est prévu de septembre à décembre de cette année. Commencera ensuite le délai référendaire de 90 jours durant lequel au moins 50 000 signatures valables devront être récoltées. Il n'est pas encore possible de prévoir s'il y aura des retards dans le débat

sur l'acquisition. Selon la NZZ, les parlementaires bourgeois envisagent déjà de retirer la mention de l'enveloppe financière de 6 milliards du projet de loi. L'arrêté de planification, qui ne contient déjà ni le nombre exact d'avions ni leur type, deviendrait ainsi, de manière la plus totale, une boîte noire et un chèque en blanc à l'attention de l'armée. De plus, l'UDC a annoncé qu'elle considère que 6 milliards sont une somme trop petite et qu'il faudrait dépenser au moins 7 milliards pour garantir

la sécurité de la Suisse. Une chose est sûre : la course aux avions de chasse a débuté et le camp bourgeois veut tout faire pour débloquent autant d'argent que possible pour ces avions, tout en faisant en sorte que la population dispose d'aussi peu d'informations que possible sur ces acquisitions.

Choix du modèle après la votation

La votation sur les nouveaux avions de chasse se tiendra sans que la population ne sache de quel modèle il s'agira. Mais le choix est devenu plus restreint : le constructeur Saab avec son avion de combat Gripen a été exclu de l'évaluation des avions de combat. En effet, le Gripen E n'est apparemment toujours pas opérationnel. Cela montre une fois de plus que le GSsA avait tout à fait raison de qualifier ces jets d'avions en papier lors du référendum sur le Gripen. Le retrait du Gripen signifie également que les constructeurs américains ont désormais de meilleures chances d'être choisis. En effet, deux des quatre modèles restants, le F/A 18 Super Hornet et le F35A, proviennent des États-Unis. Ce dernier a par ailleurs de bonnes chances d'être retenu, étant donné que cet avion de chasse de cinquième génération est particulièrement apprécié de certains milieux militaires. Cela signifie également que la Suisse risque d'acheter un avion de combat de Trump et ainsi de soutenir indirectement ses activités guerrières. À ce propos, il ne nous reste plus qu'à dire : So sad, but no thanks.



SERVICE CIVIL

Les nouvelles aberrations de la loi sur le service civil

Alors que le Conseil des États devait se prononcer lors de la session d'été sur la modification de la loi sur le service civil, en mai, sa commission de politique de sécurité a décidé, par neuf voix contre deux, de suspendre l'examen du projet pour étudier l'éventualité d'un regroupement entre service civil et protection civile. Par Aline Bressoud

Les attaques contre le service civil continuent et se précisent. En effet, en avril 2019, la commission de la politique de sécurité du Conseil des États a proposé d'entrer en matière sur le projet de révision de la loi sur le service civil et d'approuver sept des huit mesures proposées par le Conseil fédéral. Ainsi, à l'exception de la mesure concernant les affectations à l'étranger, la majorité de la commission considère à tort que ces mesures devraient permettre de garantir à long terme les effectifs de l'armée.

Une nouvelle proposition absurde

Mais alors qu'initialement, il était prévu que le Conseil des États se prononce lors de la session d'été au sujet de la réforme du service civil, la Conférence gouvernementale des affaires militaires, de la protection civile et des sapeurs-pompiers (CG-MPS) a adressé une lettre invitant la commission de la politique de sécurité du Conseil des États à examiner l'éventualité d'une fusion entre service civil

et protection civile. Paradoxalement, cette nouvelle proposition a retenu l'attention de la commission qui a décidé d'approfondir la question, entraînant une suspension de l'examen de l'objet.

Or, cette fusion est absurde et difficilement envisageable pour deux raisons. Premièrement, le service civil dépend de la Confédération, et est donc organisé sur le plan national, alors que la protection civile incombe aux cantons et revêt, de ce fait, de multiples spécificités. Deuxièmement, la protection civile est une organisation mandatée lors de situations extraordinaires alors que le service civil et les civilistes œuvrent au quotidien pour le bien de la collectivité.

La nécessité d'un référendum

Cette révision revêt un caractère punitif et les mesures proposées sont excessives et disproportionnées au regard de la situation. En effet, il est évident que le service civil sert de bouc-émissaire aux problèmes internes que rencontre actuellement l'armée. De plus, ces mesures violent de nombreux droits fondamentaux en contrevenant aux principes de proportionnalité, d'égalité et d'équivalence entre le service civil et le service militaire. Ainsi et pour rappel, lors de l'assemblée générale qui s'est tenue en début d'année, les membres du GSsA ont décidé à la majorité de soutenir un référendum. En effet, depuis 30 ans, le GSsA a largement contribué, à tra-

vers ses multiples combats et ses différentes actions, à la création d'un service civil fort. Le service civil comme alternative à l'armée est une institution fondamentalement indispensable qui profite à l'ensemble de la société. Il est donc inadmissible que le personnel politique s'attaque à celui-ci, alors que l'armée, dont l'inutilité sociale et la nuisance environ-

nementale ne sont plus à démontrer, voit ses ressources augmenter.

Par conséquent, Le GSsA a pris contact avec CIVIVA – l'Association Suisse pour le Service Civil – qui a menacé de saisir le référendum dès le début de la procédure parlementaire. Nous avons ainsi réitéré notre soutien au référendum et à CIVIVA.

Le GSsA cherche des psychiatres !

Le secrétariat du GSsA est à la recherche de psychiatres. Ce n'est pas, comme nos lecteurs et lectrices pro-armée l'espèrent peut-être, que nous nous faisons du souci pour notre santé mentale. Nous sommes toujours d'avis que le fait de demander l'abolition de l'armée et de lutter contre l'industrie de l'armement ne relève en rien de la folie. Nous allons donc très bien, merci !

Il existe toutefois beaucoup de personnes qui ne sont psychologiquement pas en état d'accomplir le service militaire. Un grand nombre d'entre elles nous contactent pour obtenir les coordonnées d'un-e psychiatre qualifié-e. Nous sommes donc à la recherche d'un-e psychiatre afin que ces personnes puissent bénéficier d'une consultation aussi rapidement que possible. Êtes-vous psychiatre ou connaissez-vous quelqu'un qui correspondrait à ce profil ? Alors, n'hésitez pas à nous contacter !

LOI SUR LE MERCENARIAT

Un échec pour Pilatus

Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) interdit à Pilatus de poursuivre ses activités en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis et a déposé plainte contre le constructeur d'avions auprès du Ministère public de la Confédération (MPC). Pilatus réagit avec indignation et porte la décision devant le Tribunal administratif fédéral. Par Judith Schmid

C'est une très bonne nouvelle qui nous est parvenue fin juin : Pilatus a été contraint de cesser de fournir les services d'assistance technique pour les 55 avions d'entraînement de type PC-21 de l'armée saoudienne, et ce sous 90 jours. Il en va de même pour les affaires conclues avec les Émirats arabes unis. Les deux pays sont fortement impliqués dans la guerre au Yémen et portent une grande part de responsabilité dans la catastrophe humanitaire qui s'y déroule. Néanmoins, les services d'assistance technique en Jordanie ne sont pas affectés par l'interdiction, bien que ce pays soit également impliqué dans cette guerre, ce qui est incompréhensible.

Comme nous devions nous y attendre, Oskar Schwenk, président de Pilatus, ne comprend pas cette décision. Alors que le GSsA demande une extension des interdictions, Oskar Schwenk critique fondamentalement la décision du DFAE et la porte devant le Tribunal administratif fédéral. En outre, il menace également de délocaliser la division des avions militaires d'entraînement avec 1000 employés à l'étranger, en oubliant que dans aucun autre pays les avions seraient considérés comme des « biens militaires spécifiques », mais comme du matériel de guerre, naturellement lié à des conditions d'exportation plus strictes.

Violation de la loi sur le mercenariat

En plus d'interdire les activités de l'avionneur au Moyen-Orient, le DFAE a porté plainte contre Pilatus auprès du Ministère public de la Confédération. Le DFAE soupçonne que l'obligation de déclarer une activité prévue par la loi sur les prestations de sécurité privées fournies à l'étranger n'a pas été respectée. Schwenk avait déjà qualifié cette disposition de « Gummiparagraph » (un paragraphe en

caoutchouc, donc dont le contenu est vague et ambigu, ndlt) dans la NZZ. Et comme toujours, lorsque l'industrie de l'armement se plaint, le Parlement est rapidement à ses côtés : cette fois, le sous-groupe de la commission de gestion (CDG) du Conseil national en charge de ce dossier veut se pencher sur cette affaire. Ida Glanzmann, conseillère nationale PDC, envisage même de modifier la loi sur le mercenariat. Elle a déclaré à la radio suisse-allemande SRF que la façon dont la loi était interprétée ne correspondait pas à la volonté du législateur lors des délibérations.

L'affaire Pilatus est loin d'être classée. A l'ex-

ception de la gauche – pour une fois soutenue par le DFAE – tout le monde semble à nouveau se préoccuper uniquement du maintien des contrats commerciaux et des bénéfices, tout en prétendant se soucier des emplois. Le rôle que Pilatus joue dans la guerre du Yémen avec ses avions d'entraînement et ses simulateurs semble être d'une importance tout à fait secondaire pour les milieux économiques et politiques, sans parler de la responsabilité de l'entreprise. Il reste à espérer que le Ministère public de la Confédération constatera une violation de l'obligation de déclarer avant que la loi sur le mercenariat ne soit potentiellement affaiblie.



Le DFAE interdit l'assistance technique pour 55 PC-21 en main de l'Arabie Saoudite. (Photo : User : Hornet Driver / Wikimedia Commons / CC-BY-SA-4.0)

OPÉRATION ATALANTE

Le GSsA empêche les missions militaires à l'étranger

Le 24 septembre 2009, le parlement votait contre l'opération militaire en Somalie, à la suite d'une campagne active du GSsA. Par Josef Lang

Il y a dix ans, le GSsA a célébré l'un de ses plus grands et plus importants succès. Par 102 voix contre 81, le Conseil national a rejeté l'envoi de soldats suisses dans une chasse aux pirates au large des côtes somaliennes. Micheline Calmy-Rey, ministre des Affaires étrangères en charge à l'époque, concluait ainsi : « Le chapitre sur les missions militaires à l'étranger est clos pour les prochaines décennies. »

La Somalie comme substitut de l'Afghanistan

L'échec de l'opération Atalante à la fin 2007 a eu lieu après que le Parlement a mis fin à la mission en Afghanistan. Auparavant, divers

comités militaires et de politique étrangère avaient essayé d'étendre la présence militaire de trois membres à un détachement entier.

À l'automne 2006, je me suis rendu en Afghanistan afin de pouvoir montrer de manière plus convaincante à quel point ces intentions étaient absurdes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Parlement. La plupart des hommes et femmes politiques et des citoyen-ne-s avec lesquels j'ai parlé attendaient davantage d'engagement civil et non militaire de la part de la Suisse. Compte tenu de l'opposition croissante au Parlement, le gouvernement a décidé en novembre 2007 de renoncer à toute présence militaire dans l'Hindou Kouch.

Selon des documents publiés par Wikileaks en 2010, des généraux de l'OTAN et des diplomates suisses étaient furieux que le Conseil fédéral ait cédé aux pressions de la gauche et de la droite. Ces révélations ont confirmé les

soupons déjà émis par le GSsA en 2008 selon lesquels le feu vert du Conseil fédéral à la mission en Somalie tenait de la contrepartie, pour apaiser l'OTAN.

Raison d'être de l'armée

Le facteur décisif pour empêcher l'opération militaire a été le fait qu'outre l'UDC, qui a voté non pour des raisons isolationnistes, une majorité de gauche s'y est opposée. Officiellement, aucun groupe parlementaire n'avait été aussi clairement en faveur de la mission que celui de la ministre des Affaires étrangères chargée du dossier. Après un débat intense, 18 des 42 socialistes ont voté contre la mission à l'étranger. Les Verts ont voté non à 21 voix sur 22, et même si seulement quatre membres du PLR et du PDC ont rejeté la proposition, dix se sont abstenus. C'est grâce au GSsA que le rejet de la gauche a été si clair. Avec la Jeu-

nesse socialiste et les Jeunes Verts, il a mené une campagne contre cette mission pendant des mois – dont le mot d'ordre était « la solidarité plutôt que des soldats ». Toutefois, nous n'avons réussi que grâce à la mobilisation de masse contre la guerre en Irak. Celle-ci avait équilibré les rapports de force au sein du PS en faveur d'une politique de paix.

Derrière l'intention d'envoyer des soldats à l'étranger se cachait à l'origine une volonté de renforcer l'armée. Ce que Micheline Calmy-Rey a dit à la Société des officiers de Zurich le 29 novembre 2006, était su depuis longtemps : « Je suis convaincue que ces missions peuvent devenir une raison d'être importante pour notre armée. » Comme cette mission a échoué, l'armée – dirigée par l'UDC – s'est une fois de plus concentrée sur la tradition. Mais là aussi, elle a dû essuyer un revers le 18 mai 2014 avec le crash du Gripen.

EXPORTATIONS DE MATÉRIEL DE GUERRE

Le Cycle de l'horreur : la Suisse y participe

Les exportations de matériel de guerre en provenance de la Suisse ont à nouveau augmenté durant le premier semestre 2019. La Suisse contribue ainsi à déstabiliser des régions entières. Par Magdalena Küng

L'équation est simple : plus les conflits en cours ou sur le point d'être déclenchés sont nombreux, plus l'industrie de l'armement s'enrichit. L'idée naïve selon laquelle l'accroissement du nombre d'armes pourrait conduire à une désescalade rapide des conflits armés ne

peut pas être confirmée. Tout comme l'argument, qu'un plus grand nombre d'armes rendraient les zones en guerre plus stables. Au lieu d'insister sur la résolution de conflits de façon non militaire, la Suisse participe activement à la déstabilisation de régions entières. Les derniers chiffres sur les exportations ne permettent aucune autre interprétation.

Au premier semestre 2019, la Suisse a exporté des armes à l'étranger pour près de 273 millions de francs. Certaines livraisons vers l'étranger s'avèrent être particulièrement problématiques. La Suisse a en effet autorisé la vente de

munitions au Pakistan pour environ 13 millions de francs. Si nous nous fions au rapport d'Amnesty International sur le Pakistan, nous devons partir du principe que, au Pakistan, des forces de sécurité de l'État sont impliquées « dans des violations des droits humains, notamment des actes de torture et d'autres mauvais traitements, des détentions arbitraires, des exécutions extrajudiciaires et des disparitions forcées » (Rapport d'Amnesty International 2017/18 sur le Pakistan). Une fois de plus, ces pratiques inhumaines sont soutenues par les livraisons suisses de matériel de guerre.

La guerre au Yémen continue également d'être alimentée par des armes suisses, car de nouvelles exportations vers les Émirats arabes unis ont été approuvées. Le SECO ne semble pas se rendre compte de l'opposition de la population à l'autorisation presque systématique de ces livraisons qui s'est traduit par le succès phénoménal de l'initiative correctrice (p. 4). Mais lorsqu'il s'agit de l'industrie de l'armement, les signaux très clairs envoyés par la population de façon démocratique n'ont, apparemment, pas la moindre importance.

SECRETARIAT DE BERNE

Un juriste s'en va, un nouveau juriste arrive.

Pendant environ trois ans, **Michael Christen**, que tout le monde appelle Michu, s'est occupé de la comptabilité du GSsA. Maintenant qu'il a terminé ses études de droit, il quitte son poste de secrétaire du GSsA. Il sera remplacé par **Moritz Lange**, également étudiant en droit. Par *Judith Schmid*

Michu, d'abord militant de longue date du GSsA, puis secrétaire, est, avec Lewin du secrétariat de Zürich, le doyen de l'actuel secrétariat. Il y a deux ans et demi, il a repris le poste de comptable, une activité qu'il avait ironiquement apprise... à l'armée. En outre, en tant qu'étudiant en droit, il s'est occupé à plusieurs reprises de questions juridiques, a conseillé de nombreux soldats désespérés et a organisé des rencontres du groupe régional

de Berne et des actions de collecte.

À présent, Michu va nous quitter pour se rendre dans l'Oberland bernois. En tant que juriste fraîchement diplômé, titulaire d'un Master, il commencera son stage d'avocat à Interlaken. Heureusement, Michu restera présent dans l'équipe : il nous a promis de continuer à porter un regard critique sur les finances, en tant que membre du comité. Bien entendu, nous espérons également qu'il restera un membre actif du groupe régional et que nous ne perdrons pas ce récolteur de signatures si doué.

Du militant au nouveau secrétaire

Remplacer le profil polyvalent de Michu n'a pas été si facile, mais heureusement, nous avons pu le faire assez rapidement. Moritz Lange sera le nouveau secrétaire et s'occupe-

ra à l'avenir des finances du GSsA. Moritz, qui vit en ville de Berne, étudie également le droit et s'y connaît dans le domaine de la comptabilité – non pas grâce à l'armée, mais grâce à son précédent emploi au sein du



Moritz Lange, nouveau secrétaire à Berne. (Photo : GSsA)

Länggass-Tee AG dans le quartier bernois du même nom. Un autre avantage est qu'il soit militant du GSsA depuis plusieurs années déjà. Il y a endossé de nombreuses responsabilités, qu'il s'agisse de récolter et d'organiser la validation des signatures, de participer aux groupes de travail « droit » et « avions de combat », de faire partie du comité ou encore de co-organiser le groupe régional de Berne. son entrée dans l'équipe du secrétariat de Berne sera donc un petit pas pour lui ainsi, que pour l'équipe actuelle, et nous n'avons plus qu'à espérer qu'il restera avec nous, comme Michu, jusqu'à ce qu'il ait terminé son Master. Cela devrait prendre encore au moins deux ans.

Michu, nous te souhaitons un bon début et beaucoup d'expériences passionnantes dans l'Oberland bernois. Nous te remercions pour ton engagement passé et, espérons-le, futur au sein du GSsA.

Moritz, bienvenue au secrétariat !

Les histoires de Gregor, l'arme aventureuse

Suivez Gregor et ses aventures sur Facebook.
www.facebook.com/gregor.gewehr



Impressum

Rédaction : Aline Bressoud (ab), Thomas Bruchez (tb), Jean Burgermeister (jb), Michael Christen (mc), Stefan Dietiker (sd), Nicolas Félix (nf), Adi Feller (af), Daniela Fischer (df), Mélanie Glayre (mg), Ronja Jansen (rj), Nora Komposch (nk), Eva Krattiger (ek), Magdalena Küng (mk), Josef Lang (jl), Moritz Lange (ml), Lewin Lempert (ll), Anna Naeff (an), Oger (og), Martin Parpan (mp), Julien Repond (jr), Judith Schmid (js, verantwortlich), Tobia Schnebli (ts), Muriel Waeger (mw), Andreas Weibel (aw)

Abonnement : 20.- par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSsA sont abonnés d'office.
Articles et lettres : à adresser au secrétariat romand du GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch

ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an.

Impression : ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili **Tirage :** 4'800 exemplaires

Traduction : Catherine Jost

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à une licence Creative Commons. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

Talon de Commande



Nombre	Description	femme/homme	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt STOP nouveaux avions de combat»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt Quelle connerie la guerre»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «If war is the answer...»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	blanc	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	Jeu de cartes GSsA				Fr. 5.-	
	Kit de survie				Fr. 60.-	
	Autocollant				gratuit	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»				Fr. 2.-	
	Couteau de poche «GSsA»				Fr. 25.-	
	Drapeaux PACE				Fr. 12.-	
	Drapeaux PEACE				Fr. 12.-	
	Frais de port					Fr. 4.80
Somme totale de la facture						

Commande: GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, gssa@gssa.ch

Nom

Prénom

Rue

N°

NPA

Lieu

Tél.

E-mail